

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19233 - 74ÈME ANNÉE

La Cour internationale de justice rend un avis historique

Victoire pour les Chagossiens : l'occupation des Chagos par la Grande-Bretagne illégale

Des scènes de liesse hier chez les Chagossiens pour une journée historique. Ce 25 février, la Cour internationale de justice a rendu un avis affirmant que la Grande-Bretagne doit cesser d'administrer les Chagos à la place de Maurice, car la quasi-unanimité des juges ont estimé que la décolonisation de Maurice est incomplète. Or, c'est le gouvernement britannique qui interdit aux Chagossiens de revenir dans leurs îles pour satisfaire les intérêts de la base militaire américaine de Diego Garcia. Maurice soutient le retour des Chagossiens dans leur pays, ce qui donne toute son importance au retour de l'archipel des Chagos sous sa souveraineté.

Hier à Pointe-aux Sables à Maurice, c'étaient des scènes de joie. C'est dans ce quartier que vivent de nombreux Chagossiens à la suite de leur déportation par le gouvernement britannique de leur pays natal à cause de la création de la base militaire de Diego Garcia au profit des Etats-Unis.

Cette joie faisait suite à l'annonce de l'avis rendu ce 25 février par la Cour internationale de justice, plus haute instance juridictionnelle de l'ONU. Par 13 voix contre une, c'est-à-dire à la quasiunanimité, les juges de La Haye ont rendu un avis qui reprend ces trois points, selon le

résumé de l'avis diffusé par la Cour internationale de justice :

- «au regard du droit international, le processus de décolonisation de Maurice n'a pas été validement mené à bien lorsque ce pays a accédé à l'indépendance en 1968 à la suite de la séparation de l'archipel des Chagos;»

- « le Royaume-Uni est tenu, dans les plus brefs délais, de mettre fin à son administration de l'archipel des Chagos;»

- «tous les Etats Membres sont tenus de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies aux fins du parachèvement de la décolonisation de Maurice».

Les juges de La Haye rappellent que «lorsque le conseil des ministres a accepté en principe le détachement de l'archipel des Chagos du territoire de Maurice, celle-ci était, en tant que colonie, sous l'autorité du Royaume-Uni. Ayant examiné les circonstances dans lesquelles le conseil des ministres de la colonie de Maurice a accepté en principe le détachement de

l'archipel des Chagos sur la base de l'accord de Lancaster House, la Cour considère que ce détachement n'a pas été fondé sur l'expression libre et authentique de la volonté du peuple concerné». Ils s'appuient sur plusieurs résolutions des Nations Unies demandant à la Grande-Bretagne de respecter l'intégrité territoriale de Maurice. La Cour conclut que «du fait du détachement illicite de l'archipel des Chagos et de son incorporation dans une nouvelle colonie, dénommée «BIOT», le processus de décolonisation de Maurice n'a pas été validement mené à bien au moment de l'accession de ce pays à l'indépendance en 1968».

Dorénavant, la responsabilité morale de chaque Etat dans le monde est de faire pression sur la Grande-Bretagne pour qu'elle se retire des Chagos au profit de Maurice, qui soutient le retour des Chagossiens dans leur pays. Ainsi, ce 25 février restera une date historique.

M.M.

Message du Comité de solidarité Chagos La Réunion

«Cour internationale de justice de La Haye : grande victoire pour les Chagossiens !»



Olivier Bancoult du Groupe Réfugiés Chagos et Georges Gauvin président du Comité de solidarité Chagos La Réunion. (photo A.D.)

Suite à l'avis rendu par la Cour internationale de justice, le Comité de solidarité Chagos La Réunion a adressé un message à ses adhérents qui a été diffusé dans la presse. En voici le contenu :

«Chers adhérents du comité de solidarité Chagos La Réunion (CS-CR), une excellente nouvelle nous est venue de la Cour Internationale de Justice de La Haye, tribunal rattaché à l'organisation des nations unies. La victoire des Chagos-

siens ! Saisie par l'île Maurice, l'Assemblée Générale de l'ONU avait décidé de déférer la Grande-Bretagne devant la Cour internationale de justice de La Haye pour décolonisation incomplète de l'ancienne colonie de l'île Maurice dont ont eu principalement à souffrir nos sœurs et frères chagossiens expulsés de leurs îles paradisiaques pour permettre aux Américains et aux Anglais de construire une des plus grandes bases militaires à l'étranger, aux visées agressives in-

déniables contre les peuples de l'océan indien.

Cette expulsion, véritable crime contre l'humanité, s'est faite au mépris des droits humains les plus élémentaires avec déportation des Chagossiens dans les bidonvilles de Maurice et des Seychelles. On se souvient du poids énorme qu'ont pesé les témoignages des déportés chagossiens, particulièrement de la charge émotionnelle du témoignage de Liseby Elyse devant la CIJ. Gageons qu'après cela l'on ne regardera plus les Chagossiens de la même façon dans les sphères officielles.

Certes l'avis de la CIJ n'est que consultatif mais vu l'importance du tribunal qui a pris la décision et la force des arguments énumérés par les juges, ce ne sera pas comme si cet avis n'avait pas été donné : d'ores et déjà il est acté que le détachement des Chagos du territoire de l'ancienne colonie de l'île Maurice a été un acte illégal et la Grande-Bretagne est appelée à mettre fin à l'administration de l'archipel dans les plus brefs délais, à restaurer l'autorité mauricienne sur les Chagos aussitôt que possible et à permettre le retour dans leurs îles des Chagossiens.»

In kozman pou la rout

« Lé ankor d'bone èr, atann grainn jak »

Si zot la bien fé la romark i diré demoun kan néna in plézir zot la zamé asé. Zot i voudré mèm lo plézir i kontinyé ankor épi ankor é ké néna pi d'fon. Pou kosa ? Pars lo moun lé konmsa kan zot lé anparmi. La zamé asé, i fo mète ankor. Mi pans, konm moin zot i koné d'moun konmsa é zot i koné dann plézir pou zot la pi d'fin. Plézir ? Sa i dépann : i pé z'ète plézir pou l'é z'inn é moins pou d'ote mèm in pèrt tan. Pou sèrtin dann tout néna in gou d'pa zassé, mé pou d'ot konm i di zot lé plin dopi lontan kan zot i komans domandé k'i arète lo fime. Moin pèrsonèl, sak demoun i konsidèr konm in plézir souvan dé foi sa i fatig amoin vèye pa. Akoz sa i fatig amoin ? Pars shakinn néna son kraktèr é sak i plé inn i déplé in n'ot. Alé ! Mi kite azot roflèshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétafyé.

Edito

A tous les humains épris de Justice et de Paix

La Cour internationale de Justice de la Haye reconnaît que la Grande Bretagne a fauté, ce qui a entraîné le drame du peuple Chagossien. La Cour lui demande de restituer à l'île Maurice l'archipel des Chagos, dans les meilleurs délais. Cette clarification ouvre des perspectives au retour des Chagossiens dans leur pays.

Nous ne pouvons que nous réjouir de cette décision et souligner le rôle de la solidarité dans tous ces avancées.

La Grande Bretagne a agit ainsi pour permettre aux Américains de construire la plus grande base militaire en dehors de son pays. Mais c'est sur l'expulsion des résidents et ses conséquences qu'il faut mesurer l'attitude méprisante des Anglais.

Voici un extrait du communiqué publié par le Comité de Solidarité Chagos de La Réunion.

« Cette expulsion, véritable crime contre l'humanité s'est faite au mépris des droits humains les plus élémentaires avec déportation des Chagossiens dans les bidonvilles de Maurice et des Seychelles. On se souvient du poids énorme qu'ont pesé les témoignages des déportés chagossiens, particulièrement de la charge émotionnelle du témoignage de Liseby Elysé devant La CIJ. Gageons qu'après cela l'on ne regardera plus les Chagossiens de la même façon dans les sphères officielles. »

La dernière phrase concerne aussi une partie des Mauriciens eux-mêmes. Pour tous ceux qui ont suivi ces expulsions savent que des Mauriciens traitaient les Chagossiens avec mépris. Les choses se sont améliorées avec le temps et s'ils arrivent à récupérer l'archipel des Chagos et sa zone maritime exclusive, ce sera grâce à la détermination des Chagossiens et leurs soutiens de toujours.

C'est cela une politique de principe. Bravo à tous les humains épris de justice et de paix.

Ary

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Abèss pa nout lang kréol rényoné konmsa siouplé !

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dopi l'éternité, mi sort lir in kozman moin lé sir ou sa vni blèm avèk la raj kan ou va lir sa. Poukoué ? Pars li port dsi lo nom ni doi nonm lo kréol rényoné. Mi souvien bien konm de yèr koman bann rouj-de-fon lété an rongn kan nou téi apèl sa patoi. Lé pa si vyé ksa é mi pans ou i doi bien rapèl sa. Figir aou, mi sort lir in kozmann léktèr téi di konmsa : « Lo kréol sé in parlé avan tout » épi lo mon téi azout : « la pa bézoin zot i donna li in lortograf » é sirtou pa «nout plas ». Donk vi voi, vi vé, vi vé pa, la rézon i fini touzour par pran lo dosi par raport bann rèv évéyé. Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, out manyèr ral nout kréol an aryèr la pa fé pou étone amoin. Pou kosa mi di sa ? Mi pouré dir aou i diskite pa avèk in kouyon, i done ali rézon... In kozman ni koné dopi lontan. Mé moin lé pa anvi dir in n'afèr konmsa é pou kosa siouplé ?

Pars la pa toulmoun lé o kouran tousa travaye bann zamouré lo kréol rényoné i fé dopi lontan : talèr plis sinkant zané. Bann média, la plipar an touléka, i done pa la plas k'i fo lo bann rodé syantifik tazantan par pèr la réprézyon, tazantan par parèss, tanzantan pars zot i mépriz nout péi épi nout pèp, é dizon oi par kouyonis.

Mé oila, nou pé pa pass dann silans bann zoli fonnkèr nout bann poète épi nout bann zartis i fé dann kréol rényoné ; ni pé pa pass dann silans nout bann kont, nout bann lézann, é tout sak i fé nout kiltir popilèr. Ni pé pa pass nout séga, nout maloya, nout bal tamoul, nout kabar dann silans. Nivo zot lé fine arivé ni pé pa ramenn sa in sinp baragouinaz konm bann promyé ominidé téi fé dann promyé tann pétète.

Astèr matant nout kréol i mérite d'ète ékri sansa non ? Si oui i fo konm i di in sistèm pou ankodé épi kan lé fine ankodé i fo dékodé, pou lir, pou shanté, pou aprann, pou pass tête an tête, mémoir an mémoir ziska in partaz korèk nout kiltir rantre nou é pétète galman avèk bann zétranzé é tout sak momandoné i viv an parmi.

Mon vyé matant mi arète la, mé siouplé arète abèss nout kréol rényoné, pars ou i abèss out bann frèr épi out bann sèr, pars sé ou mèm ké ou i abèss. Alor nout kréol rényoné : in patoi ? Néna lontan bann zom de syans la fine anvoye sa dann fon kanal, la fine tourn lo kolé in mo konmsa pou anparl in lang, pou anparl nout lang... In parlé ? Parèye, sa sé in mo k'la poinn valèr pou bann rodèr dan la syans. Alor, inn lang ? Sirman ! Plis san foi sirman.

Justin